



ASSOCIATION POUR L'ÉCOUTE ET L'ACCUEIL EN ADDICTOLOGIE ET TOXICOMANIES

COMMUNIQUE DE PRESSE

Orléans, le 1^{er} octobre 2018



Le Président de la République annonçait le 13 septembre, l'intégration du programme TAPAJ (Travail Alternatif Payé à la Journée) à la Stratégie Nationale de lutte contre la pauvreté.

Fort d'un intérêt de longue date pour le dispositif, l'APLEAT a obtenu l'agrément TAPAJ et est soutenue par la Préfecture du Loiret.

Seul ce label vous garantit la qualité TAPAJ et son réseau national.

Favoriser l'insertion par le travail pour les jeunes de 16 à 25 ans

TAPAJ est un programme innovant et positif d'insertion par le travail à destination des jeunes de 16 à 25 ans en situation de grande précarité. Il soutenu par les pouvoirs publics (Notamment la MILDECA : Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives et par le CIPDR : comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation). Il est évalué par l'Université de Bordeaux.

TAPAJ offre aux jeunes en errance une modalité d'activité leur permettant d'avoir au plus vite, avec le minimum de contrainte d'accès, **une source de revenu légal**, dans un cadre journalier, qui puisse se substituer ou venir en complément de la « manche ». Par ce biais, le jeune développe non seulement son estime de soi, mais également un savoir-faire et un savoir-être professionnels.

Pour les entreprises et / ou les collectivités, TAPAJ offre la possibilité de s'engager dans un partenariat résolument innovant en faveur de notre jeunesse tout en bénéficiant d'une réponse rapide à un besoin urgent et d'un processus très simple à mettre en place.

Un partenariat engagé avec l'ADMR

L'APLEAT est en cours de signature d'une convention de partenariat avec l'ADMR qui interviendra ; au sein du programme TAPAJ, en tant qu'association intermédiaire pour la gestion administrative et comptable des contrats de travail proposés aux jeunes.

Des chantiers à venir...

Pour suivre l'actualité des chantiers d'insertion à venir, suivez-nous sur www.twitter.com/TAPAJOrleans et sur www.facebook.com/AssociationAPLEAT

« Lutin devient grand... » : les médias en parlent...



France 2 a donné la parole à des TAPAJeurs pour s'exprimer sur le programme, leurs parcours et leurs objectifs. Découvrez ce reportage "tapajeur"

Un travail à la journée pour sortir des jeunes de l'errance

Une association bordelaise permet à ce public de renouer à son rythme avec l'emploi

Reportage

Bordeaux
Envoyée spéciale

Pendant longtemps, le « travail » de Patrick commençait à 15 heures. Après un reveil très tardif, quelques heures de manche lui assuraient la survie journalière. A 21 ans, en rupture familiale depuis l'âge de 17 ans, le jeune homme à la barbichette fait partie de ces jeunes en errance ou en grande précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni au chômage ciblés de la future « garantie jeunes », une allocation qui sera mise en œuvre à partir de septembre dans une dizaine de territoires.

Depuis quelques mois, Patrick a retrouvé ce qu'il appelle « un rythme de vie plus normal », grâce au dispositif de travail à la journée Tapaj (travail alternatif payé à la journée), mis en place il y a un an par le Comité d'étude et d'information sur la drogue (CEID), une association bordelaise. Unique en France, ce programme né au Québec en

2000, permet à des jeunes de 18 à 25 ans de trouver une alternative à la manche, et de renouer à leur rythme avec le monde du travail.

En ce mardi d'août, ils sont six garçons et une fille à attendre près de l'arrêt du tramway bordelais « Hôtel de police ». Il est 10 heures. Beaucoup de visages reflètent les nuits courtes, les excès de la veille ou de longue date, parfois la lassitude d'une vie chaotique. « On y va ? » Agnès Creyemey, animatrice de rue au CEID, donne le signal du départ. Le temps de s'équiper d'un gilet de chantier vert fluo, de binettes, pelles et balais, la petite troupe de jeunes à piercings, tatouages et coupe de cheveux punk se muent en une équipe de cantonniers prête à s'attaquer aux mauvaises herbes des trottoirs bordelais.

Ici, pas d'objectif de rendement ni de pointage. Les jeunes s'inscrivent à Tapaj en fournissant un minimum de documents. L'engagement est d'un mois renouvelable, mais il n'y a pas d'obligation de présence d'une séance à l'autre. Payés 10 euros net de l'heure, les missions de travail n'excèdent pas



Les missions de travail, qui n'excèdent pas quatre heures, ont séduit une quarantaine de jeunes précaires à Bordeaux. FRANCK PÉRISSON POUR LE MONDE

quatre heures. A la fin de la journée, les jeunes reçoivent un chèque qu'ils peuvent échanger immédiatement dans n'importe quel bureau de poste contre des espèces. Un bulletin de salaire qui comptabilise le nombre d'heures effectuées, leur est remis chaque mois. « Le dispositif est le plus souple possible », explique Jean-Hugues Morales, éducateur au CEID et l'un des responsables du projet. « Nous avons constaté que les contrats d'insertion classiques sont souvent trop exigeants au

regard des conditions de vie de ces jeunes très éloignés de l'emploi, poursuit M. Morales. Ils ont du mal à se projeter au-delà du lendemain, à se présenter à l'heure et correctement, à se comporter en groupe. Ils ont souvent des chiens qu'ils ne peuvent pas abandonner toute une journée. Il faut aussi leur laisser du temps pour leurs démarches administratives ou médicales, notamment en cas d'addiction. »

Cette absence de contraintes a déjà séduit une quarantaine de jeunes précaires à la rue sur les quel-

ques centaines qui gravitent à Bordeaux. « Avec Tapaj, on gagne 40 euros à la fin de la journée. Ça permet de tenir sans faire la manche tous les jours », explique Matthieu, 24 ans. En rupture familiale, le jeune homme, qui n'a jamais terminé une licence de biologie, vit depuis sept ans de petits boulots et de mendicité. Au fil des matinales de travail, sans pression ni échec, certains commencent à se projeter un peu plus dans l'avenir. Les envies reviennent. Matthieu se voit « plus tard » travailler dans un métier manuel, la menuiserie ou la pierre. Les liens avec les institutions se renouent aussi. Damien, 25 ans, qui n'a jamais fini sa première de BEP, a repris contact avec la mission locale pour faire un point.

L'originalité de Tapaj réside aussi dans sa progressivité. Ceux qui le veulent peuvent s'engager sur des contrats un peu plus longs. Depuis le 1^{er} août, Patrick, en plus des quatre heures d'entretien de la voirie, travaille trois heures trois fois par semaine comme ramasse-chaïots chez Auchan. « Avec ces deux boulots, je gagne 150 euros par semaine », explique le jeune homme titulaire d'un BEP de maçonnerie qui, après des années de squat, habite désormais dans un foyer de l'association CEID. Maria, 25 ans, la seule fille du groupe ce jour-là, a commencé une formation dans le domaine de la petite enfance. Dans quelques jours, elle commencera une mission de trois heures, cinq jours par semaine, pour le compte d'ERDF. Avec l'argent de Tapaj, elle a pu réparer le camion dans lequel

elle vit avec son compagnon. « Notre programme fonctionne comme un marchepied. Il permet de restaurer, par étapes, la confiance des jeunes dans leur capacité à faire quelque chose », précise Agnès Creyemey du CEID.

Il a fallu trois ans à l'association pour convaincre les partenaires institutionnels et privés de la pertinence de sa démarche. La SNCF, Auchan, ERDF et la mairie de Bordeaux financent le projet sous forme d'heures de travail. Même si les chemins de la réinsertion sont longs, les premiers retours sont

« Les contrats d'insertion classiques sont souvent trop exigeants au regard des conditions de vie de ces jeunes »

Jean-Hugues Morales
éducateur dans
une association bordelaise

encourageants. Une dizaine de jeunes parmi les plus assidus du programme ont intégré des chantiers d'insertion « classiques », ou sont en cours de formation. La démarche suscite l'intérêt de villes comme Paris, Lille, Nice, Metz ou encore Pau qui sont d'ores et déjà candidates pour expérimenter le dispositif dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre les drogues et les conduites addictives, attendu en septembre. ■

CATHERINE ROLLOT

Les 18-25 ans en grande précarité, cibles de la « garantie jeunes »

DEPUIS trente ans, les gouvernements successifs ont multiplié les dispositifs d'insertion en faveur des jeunes, mais en laissant au bord de la route les plus vulnérables. Malgré un millier de mesures, 23 % des 18-25 ans sont pauvres. Parmi eux, une cohorte longtemps ignorée de jeunes en grande précarité qui ne sont ni à l'école, ni en formation, ni en emploi.

Trop jeunes pour toucher le revenu de solidarité active (RSA), versé à partir de 25 ans, et n'ayant pas assez travaillé pour rentrer dans les critères très restrictifs du RSA jeunes instauré en 2010, ceux que l'on appelle les NEET (Not in Education, Employment or Training, selon la terminologie européenne) sont aujourd'hui la cible prioritaire de la « garantie jeunes » qui sera expérimentée en septem-

bre sur dix territoires pilotes (Bouches-du-Rhône, La Réunion, Seine-Saint-Denis, Vaucluse, Lot-et-Garonne, Allier, Finistère, Eure, Aude et Vosges).

Un public difficile à atteindre

Annoncé en décembre 2012 dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté, ce nouveau dispositif prévoit le versement d'une allocation équivalente au RSA (483,24 euros mensuels) aux jeunes de 18-25 ans pendant les périodes où ils sont sans emploi ni formation. Cette aide sera doublée d'un suivi individualisé renforcé dans les missions locales (formation, rendez-vous réguliers...). Dès cet automne, jusqu'à 10 000 jeunes choisis en fonction de leur situation sociale et de leur éloignement de l'emploi pourraient bénéficier de la garantie.

Une deuxième vague de déploiement est prévue en 2014. Si les résultats sont concluants, le dispositif sera généralisé sur tout le territoire et pourrait concerner, selon Matignon, « 100 000 jeunes par an en rythme de croisière », soit dix fois plus que le RSA jeunes – actuellement versé à un peu moins de 10 000 bénéficiaires. Ce dernier ne devrait pour autant pas disparaître, du moins dans un premier temps. Cette allocation, qui nécessite de pouvoir justifier de deux ans de travail à temps plein sur les trois dernières années, ne s'adresse pas au même public que la « garantie jeunes ». Le supprimer pourrait donner un signal négatif en contradiction avec la volonté affichée régulièrement par le gouvernement de faire de l'emploi des jeunes une priorité.

Avant de remplacer l'ancien dis-

positif, l'exécutif veut aussi vérifier le succès de la garantie. Calibrée pour les jeunes les plus précaires, cette mesure doit toucher un public qui, par définition, est souvent en dehors des circuits d'insertion, et donc difficile à atteindre.

Enfin, son efficacité repose sur la qualité de l'accompagnement mis en place. Sur le papier, le gouvernement a mis la barre très haut. Les missions locales, chargées du suivi des futurs bénéficiaires, devront proposer « un accompagnement intensif, donnant lieu à des propositions régulières de formation et d'emploi ». Un programme ambitieux qui pose la question des moyens octroyés aux missions locales, déjà débordées, mais aussi plus largement celle du financement de la mesure, qui reste à préciser. ■

C. R.

«60 euros, c'est beaucoup quand on vit dehors»

4 juin 2013 à 21:06 (Mis à jour: 5 juin 2013 à 12:05)



Olivier bénéficie d'un aménagement de peine avec obligation d'emploi. Laeticia vit avec son copain et leurs trois chiens dans un bâtiment squatté. Patrick, parti de La Rochelle, dit aimer «voir du pays». (Photos Franck Perrogon pour Libération)

Reportage A Bordeaux, une association propose à des jeunes en situation d'extrême précarité des boulots à la journée, payés immédiatement et sans obligation de durée.

Par WILLY LE DEVIN envoyé spécial à Bordeaux

Il y a quelques années, Laeti et Vince avaient un rêve. Ils voulaient voir *«le Sud»*. Alors un matin, ce jeune couple originaire du Morbihan, est monté dans le train. Ils se sont laissés porter, et c'est tombé sur Bordeaux. A peine majeurs, ils désiraient *«commencer une nouvelle vie»*, déchargés de durs conflits avec leurs parents. Elle, petite blonde chétive aux billes grand bleu ; lui, brun longiligne au visage taillé, font connaissance avec l'univers de la rue. Comme tout milieu, la rue a ses codes et ses allégeances qu'il ne faut pas transgresser. Plusieurs jours durant, Laeti et Vince dorment dehors. Mais ils sont *«heureux»*. Ce qu'ils ont fui, disent-ils, *«est bien pire que la confrontation quotidienne avec la précarité, le froid, et parfois la violence»*.

Pour eux, la première urgence fut évidemment de trouver un toit. Les squats étant régis par ceux qui les ouvrent, Laeti et Vince ont dû respecter une sorte *«de droit d'aînesse»*. Lorsque leur tour est venu, ils se sont installés dans une petite bâtisse appartenant à la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB). Ils y vivent désormais avec leurs trois chiens, dont l'un, Destroy, leur cause pas mal de cheveux blancs pour sa propension à déchiqueter leurs affaires. Chaque jour, survivre est un jeu qui peut leur coûter cher. L'absence de nourriture, la fatigue et la saleté font qu'ils tombent régulièrement malades. L'idéal serait d'avoir toujours un peu d'argent dans les poches, ne serait-ce que pour aller se réchauffer aux douches municipales. Un vœu pieux lorsque l'intégralité des revenus provient de la manche. Attachés à leurs chiens *«comme à la prune de leurs yeux»*, Laeti et Vince ne comptent plus les jours où ils sacrifient leurs repas pour acheter des croquettes.

Binettes. C'est pour tenter d'endiguer ces situations d'extrême précarité que le Comité d'étude et d'information sur la drogue (CEID) de Bordeaux a mis en place le dispositif Tapaj. Tapaj pour «travail alternatif payé à la journée». Inspiré du Canada, ce programme, inédit en France, propose aux jeunes en errance de réaliser un travail et d'être payé immédiatement. *«On s'est aperçu qu'avec ces jeunes, appelés vulgairement "punks à chiens", les dynamiques de prises en charge étaient plus complexes qu'à l'accoutumée. D'abord, parce que c'est un public très mobile. Ces jeunes passent de ville en ville au gré des petits boulots ou des festivals, et il est très difficile de les insérer durablement dans des structures. Résultat, ils n'ont souvent même pas de couverture sociale. Ensuite, la rue désocialise à un tel point qu'il est difficile pour eux d'arriver à l'heure, de se présenter correctement, et de se comporter dans un groupe. Enfin, certains développent parfois des addictions incompatibles avec un emploi durable. Le maître mot est donc souplesse»*, explique Jean-Hugues Morales, éducateur au CEID.

Tous les mardis matin à 10 heures, les travailleurs sociaux donnent rendez-vous à la terrasse d'un café situé à l'arrêt de tram Barrière Saint-Genès. Vient qui veut. Plusieurs heures durant, les jeunes, munis de binettes, pelles et balais vont rafraîchir, avec la bénédiction de la mairie de Bordeaux, une voirie où se répandent des herbes folles depuis l'application de la directive zéro pesticide.

Ce matin pluvieux de mai, ils sont sept à débouler les yeux rougis. La nuit fut visiblement difficile. Patrick, à peine plus de la vingtaine, roule sa clope. Il est arrivé à Bordeaux il y a quelques semaines. Pour lui aussi, c'est une violente dispute qui a provoqué le départ de la maison. Originaire de La Rochelle, il est d'abord parti en Bretagne. Patrick dit aimer *«voir du pays»* et projette de s'acheter un camion. Près de Rennes, il a d'abord abattu des sapins de Noël. Ça le fait rire : *«Je me suis fait plus de 3 000 euros en à peine un mois. En fait, j'étais payé 1,80 euro par sapin abattu.»* Autant dire qu'à ce prix, il a tronçonné à tour de bras. Ensuite, il est passé par Strasbourg, puis Bordeaux où il se retrouve en galère. Tapaj lui retire une petite épine du pied. *«En un mardi, on gagne environ 60 euros net, c'est beaucoup quand on vit dehors»*, dit-il. Cette rémunération correspond à six heures de travail.

Chèque. A la fin de la journée, les éducateurs transmettent la liste des présents à une agence d'intérim spécialisée dans les chantiers d'insertion. Celle-ci délivre alors aux jeunes un chèque contre lequel ils peuvent retirer du liquide à la Poste. L'argent émane du mécénat de plusieurs entreprises privées, comme Auchan, ou publiques, comme la SNCF. *«L'idée directrice de Tapaj est de progresser par étape. Si un jeune sèche un ou deux mardis, il n'y a aucune sanction. Il peut se représenter deux, trois, ou dix semaines plus tard. Tout est fondé sur l'incitatif. En revanche, pour ceux qui sont demandeurs et qui répondent particulièrement bien à la discipline de travail, on envisage de développer un stade numéro 2, ou ils vont s'engager à bosser plusieurs jours d'affilée. On appelle ça les marchepieds successifs. Le but ultime étant de les remettre dans le circuit»*, mentionne Jean-Hugues Morales, l'éducateur.

Les embûches sont pourtant nombreuses. Se réinsérer, c'est bien souvent intégrer des foyers qui n'acceptent pas les couples et les animaux. *«Or, c'est une erreur absolue»*, observe Jean-Hugues Morales. *«A la rue, les jeunes tentent de recomposer une vie sociale. Leur vie ayant été tellement noire, ils se raccrochent à ce qu'ils peuvent. Leurs chiens sont bien souvent l'objet de leur sursaut. L'animal ayant besoin de s'alimenter, cela les oblige à se battre.»*

Olivier est de ceux-là. Il dit que sa *«chienne est le seul être qui ne [le] trahira jamais»*. Sans elle, ce jeune homme à la barbe entortillée *«se serait laissé mourir»*. De tristesse et de solitude. Passé par la case prison - il reste secret sur le motif de sa détention -, Olivier bénéficie aujourd'hui d'un aménagement de peine avec obligation d'emploi. S'il n'en trouve pas, le magistrat qui supervise son dossier peut décider de le réincarcérer. Dans cette quête, Tapaj est pour Olivier un *«premier pas non négligeable. Outre le fait de nous remettre en route, Tapaj nous permet de nous rendre compte que l'on peut produire quelque chose de bien»*. Jean-Hugues Morales évoque, lui, *«une reconquête dans l'estime de soi»*. *«Ces jeunes ont des rêves comme tout le monde. La plupart du temps, ce sont des aspirations très simples. On essaye modestement de leur redonner les moyens de les atteindre»*.

Ainsi, Patrick ambitionne de devenir paysagiste. *«Son truc»*, c'est d'être dans la nature et *«d'aller cueillir des champignons pour les cuisiner»*. Parce qu'il a des dreadlocks, il avoue être souvent *«évités par les passants»*. Il ne nie pas que la marginalité conduit parfois vers la drogue et l'alcool et que *«cela peut effrayer»*. Lui tente de briser ces clichés en vendant de petits objets qu'il fabrique : *«Cela montre que j'ai envie de partager des choses et le rapport humain finit toujours par se créer.»*

Le groupe de jeunes de TAPAJ, dits « tapajours », vient entretenir les espaces verts autour du parking de la SNCF, à Bordeaux...



Un travail
journalier pour
jeunes errants

Un dispositif qui fait du bruit

Éléonore Varini
Photos Elisabeth Schneider

D'origine québécoise, le dispositif TAPAJ propose à de jeunes adultes en situation de grande difficulté des heures de travail payées le jour même au sein de chantiers divers. Depuis mars 2014, il a essaimé dans douze villes de France.

Reportage à Bordeaux.

Les cheveux rasés d'un côté pour les uns, multicolores pour les autres, des tatouages et des piercings comme signes d'affiliation à un même groupe, ils portent des pantalons très larges et des chaussures imposantes. La plupart du temps, ils sont accompagnés d'un ou plusieurs chiens. Appelés « zonards », « punks à social » ou « par les professionnels du social » – « jeunes en errance », Pedro, Alexandre, Sonia, Camille et Aymère (1) vivent à la rue ou en squat et ont tous, à un moment donné, souffert d'addictions. Ce matin, ils se sont levés de bonne heure pour retrouver derrière la gare de Bordeaux, dans le parking en plein air de la SNCF, les éducateurs de rue du CEID (Comité d'étude

et d'information sur la drogue et les addictions) (2). Agnès Creyney arrive au volant de sa camionnette. Son collègue, Adrien Merceron, est souffrant. Ce mardi, elle devra donc encadrer seule les jeunes du dispositif TAPAJ (travail payé à la journée) (3).

RENOUVER AVEC LE TRAVAIL

Proposé comme une alternative légale à la maniche pour les 18-25 ans en situation de grande précarité, TAPAJ est un chantier sans engagement sur le long terme. À raison de quelques heures de travail par semaine (entretien d'espaces verts, rangement et nettoyage de caudis d'un supermarché, construction d'un site Internet) payées le jour même 10 € l'heure, ce chantier leur permet de

(re)trouver un contact avec le monde du travail. Ciseaux, débroussailluse, binette, balais, etc., l'éducatrice de rue est bien équipée. Aujourd'hui, son équipe a été missionnée par la SNCF pour nettoyer le parking de la direction régionale, ramasser les feuilles et élaguer les arbres longeant la rampe d'accès. Agnès Creyney briefe les cinq jeunes qui emfilent leurs gilets de chantier fluo. La professionnelle attendait deux participants de plus, qui ont oublié le rendez-vous...

L'initiative est née au Québec, il y a quinze ans. Directeur général de l'asso-

ciation Spectre de rue signait avec différentes entreprises publiques et privées de Montréal pour un équivalent de 30 000 € de contrats. En 2014, les jeunes « tapajours » ont réalisé pour 125 000 € de travaux.

UNE EXPÉRIENCE QUÉBÉCOISE À ADAPTER À LA FRANCE

En 2006, alors que Jean-Hugues Morales, éducateur de rue au CEID de Bordeaux, effectue un stage à Montréal, il croise Spectre de rue et les tapajours et perçoit immédiatement la pertinence



...encadré par Agnès Creyney, éducatrice de rue (ci-dessus), qui donne les consignes tout en participant aux travaux.



d'adapter ce dispositif dans la région bordelaise, où le public de jeunes en errance représente environ 150 individus. « J'en avais non seulement constaté l'efficacité au Canada, mais cela semblait surtout pouvoir pallier les échecs successifs que nous rencontrions avec les jeunes, explique le travailleur social. Beaucoup avaient envie de sortir de la précarité mais étaient confrontés à des freins : «Qui s'occupera des chiens si je tra-

« On leur proposait des chantiers d'insertion, mais ils estimaient que c'était pour des "inadaptés sociaux", et donc pas pour eux ! »

Contact Presse TAPAJOrléans APLEAT

Pour toute demande de reportage ou d'interview, **contactez**

Charlotte LOISEAU SOUTHAMMAVONG

Chargée de coordination et de communication APLEAT

charlotte.loiseau@apleat.com

02.38.62.96.05